

Contribution des PME au développement local de la wilaya de Tizi-Ouzou
Contribution of SMEs to the local development of the wilaya of Tizi-Ouzou

MOUSSAOUI Abdelhakim*¹, AKKOUL Jugurta²

¹ Université de Tizi-Ouzou, Algérie, abdelhakim.moussaoui@ummto.dz

² Université de Tizi-Ouzou, Algérie, jugurta.akkoul@ummto.dz

Réception : 12/03/2023

Acceptation : 01/06/2023

Publication : 10/ 06 /2023

Résumé :

L'ambition de ce papier réside principalement dans la détermination de rôle que peut jouer la création des entreprises dans le développement local à travers une illustration pratique sur la wilaya de Tizi-Ouzou. Le but de cette étude consiste aussi dans la détermination des facteurs importants qui expliquent la création des petites et moyennes entreprises dans cette zone d'étude et les entraves du développement local.

Les résultats de cette recherche révèlent que la wilaya de Tizi-Ouzou se présente avec un très grand dynamisme en matière de création des PME par son classement des premiers rangs en Algérie. Le renforcement de l'entrepreneuriat constitue ainsi un élément indispensable pour la production de la richesse et la valorisation des ressources locales. Aussi, de nombreux domaines de l'action publique peuvent influencer sur la contribution à l'industrialisation et la performance des entreprises.

Mots clés : Développement local, Industrie, Création d'entreprises, Entrepreneuriat, Tizi-Ouzou

JEL Classification Codes : L26, O10, O14, R11

Abstract :

The ambition of this paper lies mainly in determining the role that business creation can play in local development through a practical illustration of the wilaya of Tizi-Ouzou. The purpose of this study is also to determine the important factors that explain the creation of small and medium-sized enterprises in this study area and the obstacles to local development.

The results of this research reveal that the wilaya of Tizi-Ouzou presents itself with great dynamism in terms of the creation of SMEs by its ranking of the first ranks in Algeria. The strengthening of entrepreneurship is thus an essential element for the production of wealth and the development of local resources. Also, many areas of public action can influence the contribution to industrialization and the performance of companies.

Keywords : Local development, Industry, Business creation, Entrepreneurship, Tizi-Ouzou

JEL Classification Codes : L26, O10, O14, R11

* Auteur Correspondant

1-Introduction :

La wilaya de Tizi-Ouzou commence à renaître depuis l'indépendance, mais surtout avec la réalisation du programme spécial (1968-1970) et les différents plans nationaux de développement.

L'option industrielle dans le développement de la wilaya découle de la stratégie nationale de développement économique qui a été confortée par la nature des contraintes et des besoins pressants notamment en matière de création d'emplois et de logements.

En fait, le tissu industriel hérité des années 70 – 80 dont, l'essentiel était localisée dans la vallée du Sebaou, particulièrement, dans l'axe Tizi-Ouzou - Draa Ben Khedda a connu un déclin en raison des différentes réformes économiques et la restructuration des entreprises. Tout cela a influé sur la dynamique économique avec une perte progressive de l'emploi industriel. A noter que le déséquilibre spatial dans la répartition du tissu industriel a généré au niveau de la wilaya des mouvements pendulaires internes, des zones de montagne vers la vallée du Sebaou, ce qui influe sur le bon fonctionnement du secteur.

Cette thématique est très intéressante car elle s'inscrit dans le cadre de mutation de grande ampleur que connaît l'économie algérienne, où les logiques entrepreneuriales des créateurs d'entreprise prennent une importance centrale. En passant d'un modèle de développement dirigiste à une économie de marché, elle fait porter sur eux tous les espoirs de la création d'emploi et de la croissance économique. La PME est ainsi devenue progressivement la référence de base de l'activité économique et les pouvoirs publics lui accordent une attention toute particulière. La problématique qui mérite d'être posée dans ce papier porte sur la question suivante : les petites et moyennes entreprises jouent-elles un rôle dans le dynamisme économique local de la wilaya de Tizi-Ouzou ?

Cette étude s'appuie sur l'hypothèse qui suggère que la wilaya de Tizi-Ouzou présente des opportunités indéniables en matière de création des entreprises (PME). Ceci s'explique principalement par le soutien des pouvoirs publics pour le renforcement de l'activité entrepreneuriale et l'amélioration de tissu productif.

La méthode suivie est la fois quantitative et qualitative ; elle s'appuie sur une base de données que nous avons constituée à partir d'informations et statistiques recueillies auprès de l'ONS, ministère de l'industrie, RGPH. ANDI... Elles proviennent aussi dans l'exploitation de la recherche bibliographique et documentaire, thèses et mémoires, et la collecte de données électroniques.

Afin de faciliter la tâche de compréhension, nous avons structuré ce présent papier en quatre points importants. Le premier point met l'accent sur la revue de littérature. Le second élément précise l'évolution du développement local dans la wilaya de Tizi-Ouzou, le troisième point montre la place du secteur industriel dans le développement des entreprises de la wilaya de Tizi-Ouzou, et le quatrième élément se concentre sur les résultats de la recherche.

2- Revue de la littérature :

Contribution des PME au développement local de la wilaya de Tizi-Ouzou

Plusieurs études confirment qu'il existe bel et bien une relation entre l'activité entrepreneuriale, comprise ici comme la création de nouvelles entreprises, et la croissance économique (Reynolds, Storey et Westhead, 1994, Audretsch et Keilbach, 2004, Parker, 2005). L'identification des déterminants de la création d'entreprises contribue donc à expliquer pourquoi certaines régions sont prospères alors que d'autres connaissent un déclin économique. Ces déterminants sont nombreux et leur nature et leur impact général varient en fonction des particularités de chaque milieu.

Les petites entreprises sont une force motrice du développement économique à l'échelle planétaire. Elles créent des emplois, des produits et des services et apportent une contribution notable à la croissance économique. L'Europe compte 23 millions de petites entreprises, qui représentent 99,8% des entreprises non financières et près de deux tiers des emplois (Groupe Banque européenne d'investissement, 2022).

2.1. Création d'entreprises

Plusieurs auteurs affirment que la création d'entreprises est la caractéristique fondamentale de l'entrepreneuriat. Or, l'entrepreneur est celui qui crée une entreprise grâce à l'apport de capitaux et à l'innovation, laquelle est considérée comme le moteur de l'entrepreneur.

Cependant, l'entrepreneuriat apparaît comme un ensemble de comportements visant la création d'une nouvelle entreprise. En outre, l'entrepreneuriat prospère dans un milieu favorable. Le potentiel entrepreneurial ne peut s'exprimer que lorsque les circonstances de l'environnement s'y prêtent. Il requiert une culture entrepreneuriale perceptible dans l'enseignement scolaire et dans des modèles issus de l'environnement familial ou du voisinage. Sa manifestation présuppose aussi une culture locale, des valeurs religieuses, une organisation sociale, un régime politique et un contexte légal et réglementaire appropriés.

De plus, la création d'une nouvelle entreprise représente une décision prise par un ou plusieurs entrepreneurs. Julien (2000), de son côté, identifie trois conditions susceptibles de mener à la création d'entreprise : l'entrepreneur doit y croire ; le milieu doit l'appuyer et le soutenir financièrement ; et l'environnement doit lui apporter une aide matérielle et immatérielle.

En outre l'esprit d'entreprise et le besoin de réussite sont considérés comme la substantifique moelle de la mentalité entrepreneuriale. À la source de cet esprit se trouve le besoin de réussite, qui n'est pas la chose la mieux partagée au monde. En fait, la réussite personnelle varie souvent d'une génération à l'autre, d'une société à l'autre, d'une époque à l'autre. Sans être un phénomène héréditaire, la motivation s'explique par les conditions du milieu social.

Il est bien clair que le processus de création d'entreprise part de l'identification des besoins, de la détermination des objectifs, de l'analyse des moyens, de l'influence de l'environnement et de leur perception, de l'esprit d'entreprise ainsi que de la ferme volonté de réussir.

Il s'avère donc que les comportements qui consistent à créer une entreprise s'expliquent par l'analyse des forces qui les régissent. Or, le moteur de toute action est la motivation, celle qui

pousse la personne à atteindre les objectifs qu'elle s'est fixée. L'origine des motivations est à la fois interne et externe.

2.2. Définitions du développement local

Les origines du développement local (on trouve aussi dans la littérature des termes comme le développement par le bas ou le développement endogène) comme cadre d'analyse et comme stratégie d'intervention datent des années 1970.

La notion du développement local est une notion très large, polysémique et, en tant que telle, difficile à cerner avec précision. En suivant les économistes italiens qui ont étudié de près le phénomène de l'industrialisation diffuse dans la Troisième Italie (notamment G.Becattini et G.Garofoli) nous pouvons retenir deux idées centrales pour la définir (Kherdjemil, 1998, P 109):

- D'une part, l'idée d'une dynamique fondée sur l'utilisation optimale de facteurs de production particuliers présents localement en quantité et en qualité suffisantes (matières premières et compétences humaines notamment) ;
- D'autre part, celle de l'inscription territoriale des activités productives, qui conditionne le comportement coopératif des acteurs économiques, et se matérialise en bout de chaîne par un surplus d'efficacité productive pour celui qui est inséré dans un territoire.

En d'autres termes, ce qui définit le développement endogène c'est essentiellement un contenu territorial très fort (facteurs de production ou la culture locale), signifiant notamment que les processus en cause ne sont pas purement économiques mais socio-économiques dans le sens où ils procèdent d'une symbiose entre activités productives industrielles et/ou artisanales et vie sociale et communautaire à l'échelle locale.

Il s'agit, suivant les termes de Christophe Demazière, « pour une région ou une communauté à l'échelle humaine de compter avant tout sur ses propres forces et de les mobiliser pour des objectifs de développement définis localement. La stratégie consiste à élargir le champ du possible des individus et des groupes sociaux, à mobiliser les ressources et capacités locales, et à créer une dynamique de développement endogène » (Demazière, 1996, P 24).

On qualifie le développement local le processus de diffusion, à l'échelon local, des effets de la croissance, des innovations et des acquis culturels, accompagné d'une transformation des structures économiques, sociales et culturelles, fondée sur les potentialités locales. Ce dernier aspect est essentiel et justifie qu'on parle parfois d'auto-développement.

3- Développement local au niveau de la wilaya de Tizi-Ouzou

La wilaya de Tizi-Ouzou est située dans la partie Nord Centre de l'Algérie. Elle est limitée géographiquement par : la mer méditerranée au Nord, la wilaya de Bejaïa à l'Est, la wilaya de Boumerdes à l'Ouest et la wilaya de Bouira au Sud.

Au dernier découpage administratif de 1984, la wilaya de Tizi-Ouzou est constituée de 21 daïras qui regroupent un total de 67 communes. Cette wilaya perd deux daïras (Dellys et Bordj Ménaïel) dans ce découpage et sa superficie se trouve réduite de 772,80 km², ce qui nous donne un

Contribution des PME au développement local de la wilaya de Tizi-Ouzou

espace de 2 957,93 km² (soit 0,13% de l'espace national selon l'annuaire statistique de la wilaya de Tizi-Ouzou, 2010, P 4.).

Cependant, on peut situer le processus d'évolution de développement local dans la wilaya de Tizi-Ouzou en trois grandes phases de développement. En effet, la périodisation retenue s'inspire des politiques de développement initiées par l'Algérie durant les différentes phases de son évolution.

3.1. Période 1962-1989

Cette première période, marquée par la construction d'un espace économique administré en Grande Kabylie, va exprimer la politique étatique de localisation des investissements sous l'impulsion des différents plans de développement contenus dans la stratégie algérienne d'industrialisation et d'inspiration socialiste.

Ayant connu un lourd passif de marginalisation la wilaya de Tizi-Ouzou a bénéficié d'une enveloppe financière de 550 millions de dinars dans le cadre du programme spécial lancé en 1968 par les pouvoirs publics pour atténuer les déséquilibres régionaux légués par la période coloniale. Trois secteurs d'activités ont été privilégiés dans l'octroi des crédits, l'agriculture avec 23% du total des crédits, l'industrie avec 18% et les infrastructures surtout routières avec 10,4% (Moussaoui, 2016, P 283). L'importance accordée à la relance de l'agriculture de montagne a surtout porté sur l'oléiculture, activité d'origine ancienne et largement pratiquée par la petite paysannerie. Concernant l'industrie, c'est le secteur de l'artisanat traditionnel à fort ancrage territorial et dont le savoir-faire est reconnu qui a été privilégié. La ventilation des crédits, en donnant la priorité à l'oléiculture et à l'artisanat semble refléter les spécificités locales de notre région d'étude.

3.2. Période 1990-1999

La décennie 1990-1999 est celle de la poursuite des objectifs de développement, mais dans un contexte de crise multidimensionnelle, économique, politique, sociale et sécuritaire. La persistance des déséquilibres territoriaux et des disparités sociales prononcées sont l'indice de la faiblesse des politiques territoriales locales mais aussi des difficultés rencontrées pour résoudre les entraves liées à la paupérisation sociale tout comme le surendettement financier des collectivités et des entreprises publiques locales.

Le recul de la dynamique industrielle étatique, suite aux réformes entamées durant les années 1980 et accélérées avec l'application du Programme d'Ajustement Structurel (PAS) en 1994, n'a pas pour autant servi le secteur de l'agriculture et d'autres ressources restées encore vierge dans la région. L'agriculture n'a bénéficié, respectivement, lors des périodes 1990-1994 (avant le PAS) et 1995-1998 (après le PAS) que de 0,95% et 1,06% du total des dépenses économiques affectées à la wilaya de Tizi-Ouzou. Les secteurs du tourisme et de la pêche n'ont bénéficié que de 0,04% (1990-1994) et 0,08% (1999-2001). Ce sont les infrastructures de base qui se sont accaparées le gros lot avec en moyenne 98% de l'ensemble des dépenses au détriment des secteurs productifs (Moussaoui, 2016, P 283).

3.3. Période des années 2000

MOUSSAOUI Abdelhakim, AKKOUL Jugurta

A la faveur d'une embellie financière sans précédent, l'Algérie s'est lancée depuis 2001 dans des programmes de relance économique ambitieux, pour lesquels des moyens financiers exceptionnels ont été mobilisés. Les objectifs recherchés étant de doter le pays d'infrastructures de base et d'améliorer les services publics et les conditions de vie de la population. Cet investissement public permettra, sans nul doute, d'améliorer l'environnement économique et contribuer ainsi à bâtir une économie diversifiée et productive.

La wilaya de Tizi-Ouzou a engagé à travers les différents plans 2000-2004 et 2005-2009, des programmes de développement et de mise à niveau des infrastructures de base d'un montant global de l'ordre de 252,18 milliards de dinars, en mettant l'accent sur les schémas directeurs des principaux secteurs suivants : l'hydraulique, les travaux publics, , l'énergie (gaz et électricité), l'habitat et l'urbanisme, les transports, etc.

Par ailleurs, le montant alloué à la poursuite des efforts de développement dans la wilaya de Tizi-Ouzou dans le cadre du plan quinquennal 2010-2014 est de 265,4 milliards de dinars (ANDI, 2013, P 29) dont 109 milliards de DA constituent une autorisation de programme sectoriel de cette période.

4- Etat des lieux du secteur industriel dans la wilaya de Tizi-Ouzou

Le développement industriel dans la wilaya a connu un réel essor à partir de 1970 et qui s'est traduit par la réalisation d'un ensemble d'unités industrielles publiques ayant trait à différentes activités économiques et dont les plus importantes sont le complexe de l'ENIEM (électroménager) Oued-Aïssi, le complexe de l'ECOTEX (textile) de Draâ Ben Khedda et le complexe de l'ENEL (armoires électriques) de Fréha, c'est-à-dire des ensembles industriels de dimension nationale.

Parallèlement à cet effort de développement, d'autres opérations ont été réalisées dans le cadre de la petite et moyenne industrie publique et privée dont l'activité était orientée vers le BTP, les matériaux de construction, le textile... Cet effort de développement a permis la création de l'emploi, mais a généré des contradictions spatiales.

4.1. Armature industrielle

C'est dans le souci de fixer les populations, de diminuer l'effet de l'exode rural et du phénomène de l'émigration, qu'intervient la création du tissu industriel.

La direction de l'industrie et des mines de la wilaya fait état de 22 espaces aménagés, dont une (1) zone industrielle, seize (16) zones d'activités, une (1) zone des dépôts et quatre (4) nouvelles zones industrielles en projet à Tizi-Ouzou, Draâ El Mizan, Bouzeguene et Fréha. Les services administratifs de la wilaya ont recensé une centaine d'entreprises implantées à travers ces sites et qui sont opérationnelles ; plus de 150 entités qui sont en cours de réalisation alors que plus de 250 nouveaux projets sont en instance de lancement (ALLAL, 2011, PP 43-44).

Par ailleurs, le manque de foncier industriel a constitué un véritable handicap pour le lancement de grandes opérations d'investissement tant par le secteur public que par le secteur privé. Seules quelques opérations qui ont procuré à la région environ dix mille (10.000) emplois, telles

Contribution des PME au développement local de la wilaya de Tizi-Ouzou

que le complexe électroménager de Oued-Aïssi, et le complexe du textile de Draa Ben Khedda, ont été réalisées sur financement public.

La région a été confrontée à des conjonctures difficiles qui ont beaucoup influé sur l'investissement et partant sur le développement local. Des investisseurs potentiels manifestaient peu d'intérêt pour la wilaya. Certains entrepreneurs ont carrément choisi de délocaliser leurs unités.

Prenant conscience de la situation de la wilaya, les autorités locales se sont attelées à la relance du développement local et à l'encouragement de l'investissement.

En premier lieu, elles ont sollicité le concours des organismes chargés de l'encadrement de l'investissement, dont la contribution a été profitable.

En second lieu, elles se sont attachées à réhabiliter plusieurs zones d'activité, comme celles de Boghni, Fréha, Draa Ben Khedda et Tizi-Ouzou. Des opérations de viabilisation et d'aménagement nécessitant une mise à niveau ont été réalisées.

Dans le but de compléter ces zones d'activité, la wilaya a proposé la création de deux autres zones industrielles. Proposition qui a été prise en compte par le gouvernement qui, par le décret n° 12-176 du 11 avril 2012, lui a permis de disposer de deux zones industrielles. L'une est localisée dans la commune de Souama, avec une superficie de 372 hectares. L'autre, dans une région qui chevauche entre les communes de Draa El-Mizan et de Tizi-Gheniff, avec une superficie de 116 hectares. L'Agence Nationale d'Intermédiation et de Régulation Foncière (ANIREF) est l'organisme gestionnaire de ces deux zones, les études d'aménagement sont en cours, cette situation est résumée par le tableau suivant.

Tableau (1) : Création de deux zones industrielles

Intitulé de l'opération	Superficie (HA)
Zone industrielle D.E.Mizan, Tizi-Gheniff	116 Ha 55 Are 45Ca
Zone industrielle Souamaa	372 Ha 47 Are 86 Ca
Total	489 Ha 02 Are 31 Ca

Source : Direction de l'industrie, PME et de la promotion de l'investissement de Tizi-Ouzou, 2020.

Pour la concrétisation de ces deux projets, le gouvernement a alloué à la wilaya, dans le cadre du programme de l'année 2013, des crédits appréciables estimés pour les deux zones à 1.883.931.000 dinars, destinés aux expertises et aux indemnités.

4.2. Développement du secteur privé

Depuis le début des années 1980, le secteur privé participe de plus en plus à la restructuration de l'espace habité et industriel, à l'inscription de nouvelles données sociales et techniques sur les paysages. C'est les investissements privés se chiffrent uniquement à trois (3) en 1980, leur nombre passe à 42 en 1981, 106 en 1982 et 138 en 1983.

MOUSSAOUI Abdelhakim, AKKOUL Jugurta

En somme, 388 projets agréés durant la période 1978-1985, le volume des investissements privés se chiffre à 285 millions de dinars, soit une moyenne de 720 000 DA par projet agréé (Dahmani, 1985, PP 33-75).

Ainsi, l'entrepreneuriat qui émerge pendant cette période est fondamentalement déterminé par les effets locaux du modèle institutionnel de l'économie étatique et de la politique économique de l'Etat.

La dynamique de création d'entreprises s'essouffle dès la fin des années 1980. Les premières mesures d'austérité et la baisse des revenus pétroliers commencent à poser des problèmes de débouchés.

Au cours de la période 1990-2000, la relance de la création d'entreprises apparaît d'abord dans le nombre de projets d'investissement : plus de 600 projets sont présentés au CALPI de 1994 à 2000. Selon les données de l'APSI, le volume total de l'investissement atteindrait près d'un milliard de dollars pour un total de 7000 emplois créés (Oussalem, 2002, PP 135-162). En second lieu, on peut noter une diversification des activités ciblées par les investisseurs et l'entrée dans des activités nouvelles pour la région et plus complexes : matériel bureautique, matériel de chauffage, conception et fabrication de moules, transformation du plastique, fabrication de petites machines ; ... ce sont là quelques-uns des projets initiés dans la période récente.

Par ailleurs, les résultats de Recensement Economique expliquent la distribution des entités économiques par secteur juridique dans la wilaya de Tizi-Ouzou et au niveau national. A titre indicatif, il y a lieu de relever qu'aucun autre recensement de ce genre n'est établi par l'ONS depuis 2012.

Tableau (2) : Répartition des entités économiques par secteur juridique

	Secteur juridique			Ensemble des entités
	Privé	Public	Autres	
Tizi-Ouzou	36 747	500	29	37 276
National	915 316	16 718	2 216	934 250

Source : ONS, collections statistiques n°172/2012, p 37.

Le tissu économique est fortement dominé par le secteur privé qui compte 36 747 entités dans la wilaya de Tizi-Ouzou et 915 316 entités au niveau national, soit 98% du total. En Algérie, la part du secteur public se situe à 1,8% quant aux entreprises mixtes et étrangères, elles représentent 0,2% du total.

Contribution des PME au développement local de la wilaya de Tizi-Ouzou

A noter qu'à défaut d'une économie à base industrielle et agricole, les communes de la wilaya ont développé surtout les activités de services et de commerce pour faire face aux besoins de ces communes notamment en termes d'emplois.

5- Résultats de la recherche

Les résultats de la recherche peuvent être synthétisés en trois points importants : la création d'entreprises est un élément indispensable pour la production de la richesse et la valorisation des ressources locales, de nombreux domaines de l'action publique peuvent influencer sur les performances des entreprises et sur leur contribution à l'industrialisation, le développement local de la wilaya de Tizi-Ouzou reste marqué par plusieurs contraintes qui entravent le fonctionnement des PME.

5.1. Dynamique de la création d'entreprises dans la wilaya de Tizi-Ouzou

La wilaya de Tizi-Ouzou se présente avec un très grand dynamisme en matière de création des petites et moyennes entreprises (PME) par son classement des premiers rangs dans le nombre de création d'entreprises privées en Algérie. Nonobstant de leur importance dans la dynamique économique locale, la répartition de ces entreprises reste marquée par une certaine inégalité régionale.

La PME est ainsi devenue progressivement la référence de base de l'activité économique et les pouvoirs publics lui accordent une attention toute particulière (Bouyacoub , 2003, PP 113-127. Madoui et Gillet, 2005, PP 71-84).

En revanche, le nombre d'entreprises créées par habitants est l'indicateur le plus utilisé (cet indicateur reflète l'existence d'un esprit d'entreprise très prégnant et sa faiblesse aussi), ainsi que le taux de concentration des entreprises (il représente l'agglomération des entreprises et les forces centrifuges que l'espace exerce ou n'exerce pas sur les entreprises, en d'autres termes l'attractivité qu'exerce l'espace ou le territoire sur les entreprises ou les entrepreneurs). Il y a aussi le nombre d'emplois créés qui est un signe de vitalité économique, ce qui nous renvoie à l'effet de la création d'entreprise sur l'économie et la société. La création d'entreprise correspond aussi au nombre d'emplois créés, à la création de la valeur ajoutée, à la contribution dans la croissance économique (PIB et PNB).

5.1.1. Densité des entreprises

En Algérie, l'évolution de la population de la PME entre 2020 et 2021 est de 4% tous secteurs juridiques confondus, représentant un accroissement net total de 55 292 PME.

A la fin de l'année 2021, la population globale des PME s'élève à 1 286 365 entités dont plus de 56% sont constituées de personnes morales, parmi lesquelles on recense 225 Entreprises Publiques Economiques (EPE).

Tableau (3) : Evolution de la population globale des PME en Algérie

Période	2020	2021	Evolution
Population globale de la PME	1 231 073	1 286 365	4%

Source : Ministère de l'Industrie (Mars 2022), Bulletin d'information statistique de la PME, N°40, p 13.

MOUSSAOUI Abdelhakim, AKKOUL Jugurta

En termes de densité, selon les dernières statistiques de l'ONS sur la démographie (45 Millions d'habitants au 1er janvier 2022) la moyenne nationale des PME est de l'ordre de 28 PME (tous statuts confondus) pour 1 000 habitants, et présente un écart important d'une région à l'autre du pays :

- 32 PME privées pour 1000 habitants au Nord du pays,
- 22 PME privées pour 1000 habitants dans la région des Hauts Plateaux,
- 25 PME privées pour 1000 habitants dans la région du Sud.

Par ailleurs, les résultats de l'ONS peuvent nous informer sur la densité des PME au niveau des différentes wilayas de la région nord du pays.

Tableau (4) : Densité des PME dans huit (08) wilayas du Nord

Wilaya	RGPH 2008	Nombre PME en 2021	Densité PME pour 1 000 hab (Entreprises/population)
Alger	29 881 45	79 650	27
Tipaza	5 910 10	34 161	58
Boumerdes	8 020 83	28 325	35
Blida	10 029 37	25 699	26
Tizi-Ouzou	11 276 07	42 355	38
Bouira	6 955 83	17 474	25
Médéa	8 199 32	12 133	15
Ain Defla	7 660 13	11 560	15
Ensemble du pays	34 080 030	720 495	21

Source : Ministère de l'Industrie (Mars 2022), op.cit., P 41.

En Algérie, la densité globale pour mille habitants est de 21 au niveau de l'ensemble des PME pour l'année 2021. Elle varie entre 27 entreprises pour 1 000 habitants à Alger à 15 entreprises pour 1 000 habitants à Ain Defla. Les wilayas de Tipaza et Tizi-Ouzou accaparent les premières places en termes de densité PME avec 58 et 38 entreprises.

5.1.2. La concentration territoriale

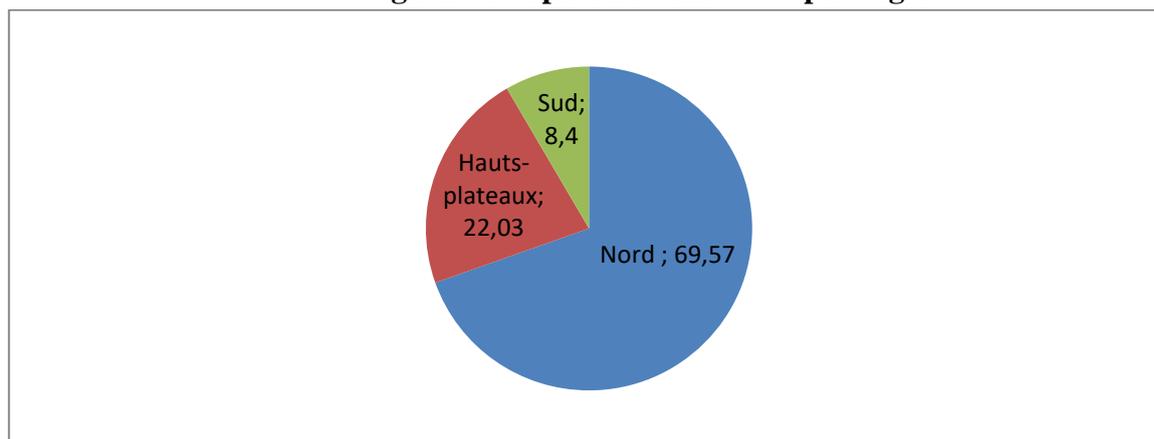
Selon la répartition spatiale du Schéma National d'Aménagement du Territoire (SNAT), les PME sont prédominantes dans le Nord et, à un degré moindre, dans les Hauts-Plateaux.

Tableau (5) : Concentration des PME par région

Région	Nombre de PME 2021	Taux de concentration (%)
Nord	894 882	69,57
Hauts-Plateaux	283 416	22,03
Sud	108 068	08,40
Total Général	1 286 365	100

Source : Ministère de l'Industrie (Mars 2022), op.cit., P 12.

Contribution des PME au développement local de la wilaya de Tizi-Ouzou
Figure 1 : Répartition des PME par région



Source : Etablit par nous-mêmes à partir des données du tableau (5)

La répartition territoriale des PME reste inégale au niveau national et ce manifeste par la prédominance de quelques wilayas qui concentre la plus grande part des PME implantés dans le pays. En effet, la région du Nord regroupe 894 882 PME, soit près de 69,57 des PME du pays, suivie par la région des Hauts-Plateaux avec 283 416 PME, soit 22,03%, et les régions du Sud accueillent 108 068 PME représentant 8,40% du total.

Sur le plan de l'effectif des entreprises (PME), la wilaya de Tizi-Ouzou occupe la deuxième place après Alger. Le nombre de PME dans cette wilaya se situe à 42 355 entités en 2021 et représente une part de 5,87% au niveau national.

Tableau (6) : Part des 10 premières wilayas dans la répartition des PME

Wilaya	Nbre PME année 2020	Nbre PME année 2021	Part %	Taux de concentration (%)
Alger	76 040	79 650	11,05	27
Tizi-Ouzou	41 120	42 355	5,87	38
Bejaia	35 205	36 738	6,00	40
Tipaza	32 600	34 161	4,74	58
Sétif	31 701	33 239	4,61	22

MOUSSAOUI Abdelhakim, AKKOUL Jugurta

Oran	31 655	33 572	4,65	23
Boumerdes	26 921	28 325	3,93	35
Blida	24 471	25 699	3,56	26
Constantine	21 795	22 356	3,10	24
Batna	18 134	19 029	2,64	17
Total des wilayas	339 642	355 124	49,28	—
Ensemble du pays	689 383	720 495	100	21

Source : Ministère de l'Industrie (Mars 2022), op.cit., P 41.

Cette répartition des PME montre qu'il y a une forte concentration du tissu économique entre les principales wilayas du centre du pays et quelques grandes régions de l'Est et l'Ouest du pays.

5.2. Le soutien des pouvoirs publics à la création d'entreprises

Plusieurs économistes considèrent que la conjoncture du marché pétrolier condamne l'Algérie à chercher une autre source de développement.

La valorisation des richesses locales à travers une approche de développement basée sur les initiatives locales et la mise en place d'un écosystème d'entrepreneuriat local innovant peuvent être une éventuelle solution. Dans cette approche, l'entreprise prend la place d'agent moteur de la croissance économique et de stabilité sociale.

En Algérie, l'ouverture économique amorcée dès le début de la décennie 1990 a entraîné un développement important du parc des entreprises privées.

La dynamique économique remarquable dans la wilaya de Tizi-Ouzou peut s'expliquer par la conjugaison de deux facteurs majeurs : les réformes institutionnelles en matière de libéralisation de l'économie nationale et la politique d'emplois de jeunes initiée par l'Etat.

5.2.1. L'encouragement de l'entrepreneuriat privé

Dans les pays en transition vers l'économie de marché, les entrepreneurs deviennent des figures centrales dans le processus de production de la richesse comme ils le sont déjà dans les grands pays industrialisés. Ils sont présentés comme les acteurs du développement de la nouvelle économie libérale et les porteurs du nouveau modèle d'affaires. En Algérie, l'entrepreneuriat est inscrit au cœur des réformes économiques et traduit la volonté des pouvoirs publics à relever le défi du changement en profondeur des paradigmes qui ont présidé au fonctionnement de l'économie administrée. Si ce phénomène est devenu une philosophie dominante des affaires en Algérie, c'est en raison, essentiellement, de son poids dans la structure économique du pays, de sa contribution à la production de la richesse, de sa participation à la déconstruction des modèles d'analyse des mécanismes économiques et à l'émergence de nouvelles alternatives de redistribution de richesse (Abedou, Bouyacoub, Lallement, Madoui, 2006, P 50).

Contribution des PME au développement local de la wilaya de Tizi-Ouzou

L'entrepreneuriat en Algérie est caractérisé par un entrepreneuriat de jeunes instruits. Le taux d'Activité Entrepreneuriale (TEA) de 16,7%, plus de 60% des entrepreneurs recensés ont moins de 35 ans et plus 91% d'entre eux ont un niveau d'instruction secondaire et universitaire.

Cependant, l'année 2017 a été marquée par la publication de la loi n°17-02 du 10 Janvier 2017 portant loi d'orientation sur le développement de la Petite et Moyenne Entreprises (PME), publiée sur le Journal Officiel n°2 de la l'année 2017. Ce texte, qui modifie et complète la loi de 2001, vise l'encouragement de l'émergence des PME, l'amélioration de leur compétitivité et leur capacité d'exportation ainsi que l'amélioration du taux d'intégration de la production nationale et la promotion de la sous-traitance.

Le texte de cette loi érige l'Agence Nationale de Développement et de Modernisation des PME (ANDPME) en un instrument de l'Etat chargé de la mise en œuvre de la stratégie de développement de la PME et la renforce pour la réalisation de ses missions. Cette agence devrait assurer, selon le texte, la mise en œuvre de la politique de développement des PME en matière d'émergence, de croissance, et de pérennisation y compris l'amélioration de la qualité, la promotion de l'innovation et le renforcement des compétences et des capacités managériales des PME.

En outre, la nouvelle loi met en place des fonds de garantie des crédits et d'un Fonds d'amorçage pour encourager la création de start-up innovantes.

En somme, il convient de souligner que l'ensemble des PME en Algérie ont connu une évolution importante de leur nombre entre 2001 et 2021. Leur nombre a été multiplié par plus de dix et dépasse le 1 million de PME sur le territoire national pour la première fois en 2016.

L'analyse de l'évolution des PME privées dans la wilaya de Tizi-Ouzou ainsi que au niveau national est résumée dans le tableau 07. Il y a lieu de souligner que le parc PME ne cesse de croître, ceci est en grande partie le résultat direct de la loi n°01- 18 de l'année 2001 et des initiatives et politiques en faveur de la promotion des PME qu'elle avait permis.

Tableau (7) : Evolution des PME privées dans la wilaya de Tizi-Ouzou et en Algérie

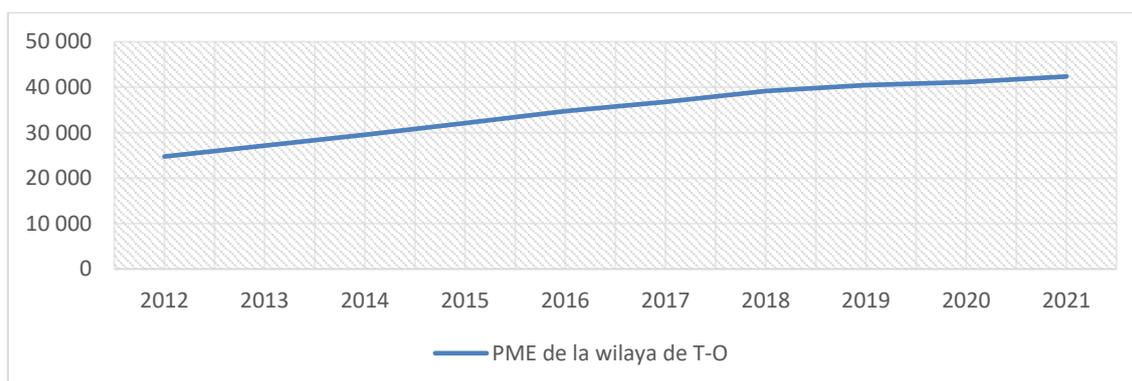
Année	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
PME de la wilaya T-O	24 754	27 139	29 531	32 097	34 743	36 754	39 170	40 448	41 120	42 355
Ensemble du pays	420117	459414	496989	537901	575906	609344	643493	671267	689383	720495

Source : Données des bulletins d'information statistique de la PME, Ministère de l'Industrie.

D'après ce tableau, nous avons constaté que l'évolution de nombre des PME privées de la wilaya de Tizi-Ouzou est globalement marquée par une nette augmentation dans le temps avec le passage de 24 754 à 42 355 entités durant la période 2012 à 2021. Cette tendance reste la même au niveau national avec l'enregistrement plus de 300 378 entreprises privées durant cette décennie. En effet, aucune diminution ni stagnation du parc PME n'est enregistrée sur toute la période considérée. La figure 02, ci-dessous, illustre parfaitement notre propos.

Figure 2 : Evolution des PME privées dans la wilaya de Tizi-Ouzou durant la période 2012-2021

MOUSSAOUI Abdelhakim, AKKOUL Jugurta



Source : Etabli par nous-mêmes à partir des données du tableau (7).

5.2.2. Soutien de l'emploi de jeunes

Le renforcement de la politique d'emploi de jeunes dans la wilaya de Tizi-Ouzou s'est opéré par le biais de l'amélioration des dispositifs d'investissement et l'intégration de nouveaux acteurs d'emploi avec le soutien des organismes financiers pour le développement local.

L'environnement de l'entreprise dans la cette région, malgré contraignant, présente divers avantages pour la création et le développement des PME. Les conditions nécessaires semblent réunies, les opportunités d'investissements existent et les potentialités aussi. En matière de conditions juridiques, les efforts de l'Etat se concrétisent à travers la mise en place d'un certain nombre de textes et lois régissant le secteur de la PME.

Du côté des conditions fiscales, l'environnement de l'entreprise au niveau de cette zone ne manque pas d'encouragements. En effet, par les mesures d'aides de type fiscales mises en place par l'Etat dans le cadre des divers dispositifs et organismes, afin de promouvoir l'investissement privé et de soutenir son développement, beaucoup de porteurs de projets d'investissements ont bénéficié des divers avantages offerts.

Les réformes des dispositifs institutionnels engagées depuis la fin des années 1980 commencent à produire leurs effets sur le terrain en ouvrant la voie à l'émergence de nouveaux acteurs publics liés à l'ouverture à l'économie de marché. On peut citer les acteurs suivants :

- Le développement de structures de gestion du foncier, intervenant dans l'aménagement de zones d'implantation des investissements.
- CNAC (Caisse Nationale d'Assurance Chômage), institution indispensable à la libéralisation du marché du travail et de la relation d'emploi, et qui intervient dans la création d'entreprises par les demandeurs d'emploi.
- ANSEJ (Agence Nationale de Soutien à l'Emploi des Jeunes), créée en 1996, est une institution publique chargée de l'encouragement, du soutien et de l'accompagnement des jeunes chômeurs porteurs d'idée de projet de création d'entreprises. A travers les étapes de création et d'extension de son entreprise, le jeune promoteur bénéficie d'assistance à titre gracieux, d'avantages fiscaux, aides financières.

Contribution des PME au développement local de la wilaya de Tizi-Ouzou

- ANGEM (Agence Nationale de Gestion du Micro-crédit) est créée conformément aux dispositions de l'article 7 du décret présidentiel n° 04-13 du 22 janvier 2004 relatif au dispositif du Micro-crédit. Le seul dispositif en Algérie qui accorde des prêts à des catégories de citoyens sans revenus et/ou disposant de petits revenus instables et irréguliers, leur permettant l'achat d'un petit équipement ou de matière première pour exercer une activité ou un métier, il vise à leur intégration économique et sociale à travers la création d'activités de production de biens et services, y compris à domicile.
- ANDI (Agence Nationale de Développement de l'Investissement) est une institution gouvernementale qui a pour mission la facilitation, la promotion et l'accompagnement de l'investissement et de la création d'entreprise à travers des régimes d'incitation qui s'articulent essentiellement autour de mesures d'exonération et de réduction fiscale.

Le bilan de l'ANDI de Tizi-Ouzou fait état, depuis la mise en place de son Guichet Unique Décentralisé en Décembre 2009 à 2016, de l'enregistrement de 3 739 dossiers d'investissement d'un coût global estimé à 81,527 Milliards de DA pour la création d'un total de 19 118 emplois (www.dzentreprise.net du 18/4/2016). Ce Guichet s'est tracé comme objectif dès son ouverture le développement de l'investissement au niveau de la région qui présente des opportunités très importantes dans plusieurs secteurs d'activités.

Selon le directeur de l'industrie et des mines, la wilaya de Tizi-Ouzou compte un total de 16 424 PME, en janvier 2019, qui ont généré plus de 68 000 postes d'emplois auxquels s'ajoutent plus de 12 500 artisans. Ce même responsable a observé que, « 60% des investissements enregistrés à Tizi-Ouzou, relève du secteur de l'industrie, ce qui démontre le saut qualitatif réalisé par cette région en matière d'investissements producteurs de richesse ».

Alors que par le passé la majorité des projets relevaient des secteurs des transports et des services, la wilaya de Tizi-Ouzou occupe depuis ces deux dernières années les premières places, à l'échelle nationale, en matière d'enregistrement des investissements. Cette position est toujours préservée en matière de dynamique et de qualité d'investissement.

Le foncier industriel est d'une superficie globale de 326 ha dont la majorité nécessite une viabilisation et une mise à niveau pour un montant estimé à 2,56 Milliards et dont 40% des terrains attribués soit environ 130 ha, ne sont pas exploités et font l'objet d'une procédure de récupération.

Un total de 1 350 dossiers de demandes d'investissement a été déposé au niveau de la wilaya dont 319 dossiers ont été validés pour un montant d'investissement total de 87 Milliards de DA et une projection de création de plus 18 000 postes d'emplois.

5.3. Les entraves à la création des PME

En Algérie, l'État occupe une place prépondérante alors que le secteur privé est marginalisé. Par ailleurs, vu la situation économique et financière difficile que connaît le pays avec la chute des cours du pétrole, l'implication du secteur privé devient une nécessité absolue afin d'assurer le développement économique sans dépendre des dépenses publiques.

Néanmoins, Il est difficile d'entreprendre dans un contexte où la liberté d'entreprendre et la situation économique générale ne sont pas optimales. L'Algérie est plombée par une série de problèmes structurels et conjoncturels d'importance : une économie au ralenti, reposant essentiellement sur l'extraction des hydrocarbures, un chômage élevé, surtout chez les jeunes, une

MOUSSAOUI Abdelhakim, AKKOUL Jugurta

bureaucratie lourde au sein de laquelle on perçoit des relents de corruption...Face à ces enjeux de taille, l'entrepreneuriat dans ce pays reste alors un défi majeur (Zemirli, Hammache, 2018, 773).

5.3.1. L'environnement institutionnel

L'environnement institutionnel dans lequel évolue l'entreprise est primordial pour le fonctionnement et le développement des entreprises. Cet environnement rend compte de l'état de mortalité des entreprises en Algérie et leur compétitivité ou encore le contexte concurrentiel dans lequel elles évoluent.

Les abus de position dominante se pratiquent essentiellement du côté des entreprises publiques, pour imposer des prix défiants les lois du marché afin d'écraser la concurrence.

Durant l'année 2021, 14 508 PME privées étaient radiées, dont 7 709 sont des personnes morales et 6 799 PME personnes physiques.

Tableau (8) : Mortalité des PME privées en 2021

Types de PME privées	Personnes morales	Personnes physiques	Total
Nombre de cessation d'activité	7 709	6 799	14 508
Part en %	53,14	46,86	100

Source : Ministère de l'Industrie (Mars 2022), op.cit., P 15.

Au niveau des PME de type personnes morales, le secteur de services qui a enregistré 4 728 PME radiées est le plus touché par la mortalité de ce genre d'entreprises durant l'année 2021. Concernant les PME de type personnes physiques, les activités artisanales sont les plus vulnérables avec 3 143 entités radiées.

Le manque de maturation dans le lancement des projets et le manque de la compétitivité expliquent en partie cette mortalité.

Le tableau ci-dessous montre les mouvements des PME privées de quelques wilayas situées au Nord du pays.

Tableau (9) : Mouvements des PME privées dans Huit wilayates du Nord

Wilaya	PME 2020	Mouvement 2020				PME 2021
		Création	Radiation	Réactivation	Croissance	
Alger	76 040	2927	691	1374	3610	79 650
Tipaza	32 600	1716	545	390	1561	34 161
Boumerdes	26 921	1366	204	242	1404	28 325
Blida	24 471	1128	304	404	1228	25 699
Tizi-Ouzou	41 120	1392	1101	944	1235	42 355
Bouira	16 719	677	80	158	755	17 474
Médéa	11 624	434	40	115	509	12 133
Ain Defla	11 126	301	55	188	434	11 560
Ensemble	689 383	27 443	7 709	11 378	31 112	720 495

Contribution des PME au développement local de la wilaya de Tizi-Ouzou

du pays						
---------	--	--	--	--	--	--

Source : Ministère de l'Industrie (Mars 2022), Op.cit., P 41.

L'état du mouvement des PME fait apparaître une divergence entre les wilayas par rapport au nombre de PME créées en 2021. En dehors de la capitale (Alger), on constate une avancée remarquable de la wilaya de Tizi-Ouzou par rapport aux autres régions de l'ensemble du pays en matière de création des entreprises. Cela n'empêche pas de voir le nombre de mortalité des PME privées dans cette zone d'étude en nette croissance comparativement aux autres wilayas.

5.3.2. Manque d'accompagnement des entreprises innovantes

L'Agence Nationale de Valorisation des Résultats de la Recherche et du Développement technologique (ANVREDET) a déclaré qu'il y a un manque de soutien et d'accompagnement des idées innovantes et porteuses jusqu'à la mise en place de l'entreprise. Cette insuffisance affecte plusieurs étapes nécessaires à la création d'entreprise innovante, à savoir : Identification du projet, expertise, évaluation du projet, propriété Intellectuelle (protection de l'innovation), fabrication de prototypes, étude du marché, Business Plan, partenariat / investisseurs (mise en contact avec les organismes concernés), création de l'entreprise (produit fini). Cette situation affecte négativement le taux d'innovation qui reste modeste enregistrant seulement 11,5% fin 2016, tel qu'il a été précisé par Global Entrepreneurship Monitor (GEM, 2017). En effet, les conditions de création d'entreprise sont loin d'être optimales en Algérie et l'activité entrepreneuriale reste modeste au vu des récentes statistiques établies par GEM.

Des contraintes nombreuses d'ailleurs, énumérées par les investisseurs eux-mêmes. C'est ainsi qu'il est fait état, malgré les directives du gouvernement en matière de facilitations à l'investissement, des lenteurs administratives, des conditions draconiennes des banques, l'absence de foncier industriel, l'absence de viabilisation des zones industrielles et d'activité. Autant de griefs qui sont ressassés par les investisseurs locaux qui veulent faire de la wilaya de Tizi-Ouzou un pôle économique et social épanoui et une destination d'affaires par excellence, comme le précise certains responsables.

6- Conclusion

On peut conclure de cette brève présentation que l'environnement de l'entreprise dans la wilaya de Tizi-Ouzou, malgré contraignant, présente divers avantages pour la création et le développement des PME. De même que les atouts et les potentialités de cette région sont importants, que les acteurs font preuve de dynamisme et que les multiples dispositifs offrent de réelles possibilités d'action.

Les résultats de cette recherche ont confirmé l'hypothèse que la wilaya de Tizi-Ouzou présente des opportunités indéniables en matière de création des entreprises (PME). Ceci s'explique principalement par le soutien des pouvoirs publics pour le renforcement de l'activité entrepreneuriale et l'amélioration de tissu productif. L'évolution de nombre des PME privées dans

MOUSSAOUI Abdelhakim, AKKOUL Jugurta

cette région est globalement marquée par une nette augmentation dans le temps avec le passage de 24 754 à 42 355 entités durant la période 2012 à 2021. Cette tendance reste la même au niveau national avec l'enregistrement plus de 300 378 entreprises privées durant cette décennie.

Nous pouvons dire que la population des PME dans la wilaya de Tizi-Ouzou connaît une croissance plus que significative. Il semble ainsi que les politiques et mesures publiques en faveur de la création et de la promotion des PME dans la wilaya de Tizi-Ouzou ont porté leurs fruits et tendent vers la concrétisation de leurs objectifs.

Cependant, la liberté d'entreprendre reste encore entravée, au niveau national et local, pour des raisons de bureaucratie, de corruption, de taxation élevée et d'un cadre juridique difficile. Or, le développement du tissu de PME nécessite un environnement stable où les instituts de l'économie de marché fonctionnent de manière efficace, mais aussi une politique publique susceptible d'orienter le développement des PME en Algérie.

Enfin, dans cette phase de transformation économique et sociale, il revient à l'Etat de créer un contexte propice à l'entreprise moderne en fournissant aux entrepreneurs l'armature institutionnelle et la confiance nécessaires pour qu'ils s'impliquent non pas dans des logiques spéculatives et informelles, mais dans une logique productive et d'innovation. Car, faut-il le rappeler, dans une économie de marché c'est l'entrepreneur, au sens schumpetérien du terme, qui occupe une place centrale de par son rôle crucial dans le développement du pays.

7- Références bibliographiques :

- Abedou, A, Bouyacoub, A, Kherbachi, H. (2013), L'entrepreneuriat en Algérie : données de l'enquête GEM 2011, GIZ et CREAD, Alger.
- Abedou, A., Bouyacoub, A., Lallement, M., Madoui, M. (2003), De la gouvernance des PME-PMI : regards croisés France-Algérie, L'harmattan, Paris.
- Allal, M. (2011), Des investisseurs déboussolés, L'Eco, 23, p 43-52.
- A.P.W. (2010), Annuaire statistique de la wilaya de Tizi-Ouzou.
- Aydalet, P. (1985), Economie régionale et urbaine, Economica, Paris.
- Bouyacoub, A. (2003). Les PME en Algérie : dynamisme et limites institutionnelles. In Abedou, A., Bouyacoub, A., Lallement, M., Madoui, M., De la gouvernance des PME-PMI : regards croisés France-Algérie, l'harmattan, Paris, p 113-127.
- Dahmani, M. (1985), La localisation spatiale des investissements privés dans la wilaya de Tizi-Ouzou, Cahiers de l'I.N.E.S., n°4, p 33-75.
- Demazière, C. (1996). Du local au global, l'harmattan. Paris.
- Ferguene, A., Hsaini, A. (1998), Entre l'ancrage territorial et l'ouverture internationale : une analyse des dynamiques locales au sud en termes de développement « ENDO-EXOGENE ». In Kherdjemil, B, Mondialisation et dynamiques des territoires, l'harmattan, Paris, p 109-125.
- Grefte, X. (1984), Territoire en France, Economica, Paris.
- Grefte, X. (1989), Décentraliser pour l'emploi, les initiatives locales de développement, Economica, Paris.

Contribution des PME au développement local de la wilaya de Tizi-Ouzou

- Madoui, M., Gillet, A. (2005), Crise et mutations du modèle de développement algérien. Travail et emploi, n°101, p 71-84.
- Meier, G.M., Seers, D. (1988), Les pionniers du développement, Economica, Paris.
- Ministère de l'Industrie (Mars 2022), Bulletin d'information statistique de la PME, N°40,
- Moussaoui, A. (2016), Analyse d'une transition d'un espace de développement et d'aménagement du territoire : illustrée par l'exemple de la wilaya de Tizi-Ouzou. Thèse de Doctorat, Université de Tizi-Ouzou.
- Oualikene, S. (2008), Analyse empirique de la crise de performance du secteur agricole à partir de l'étude de cas d'une Wilaya côtière et de montagne : Grande-Kabylie, 1962 – 2008. Revue campus, 12, p 22-41.
- Oussalem, M.O. (2002), Entrepreneuriat privé et développement local. Eléments d'analyse à partir du cas de Tizi-Ouzou. Revue Insaniyat, n°16, p 135-162.
- Tourjansky-Cabart, L., (1996), Le développement économique local, PUF, Paris.
- Weaver, C. (1983), Le développement par la base : vers une doctrine du développement territorial. In Planque, B., Le développement décentralisé. Litec/Gral, p 179-197.
- Zemirli, R., Hammache, S. (2018), Le contexte entrepreneurial en Algérie : quelles opportunités et contraintes pour les jeunes entrepreneurs. Revue du Contrôle de la Comptabilité et de l'Audit, 5, p 771-787.